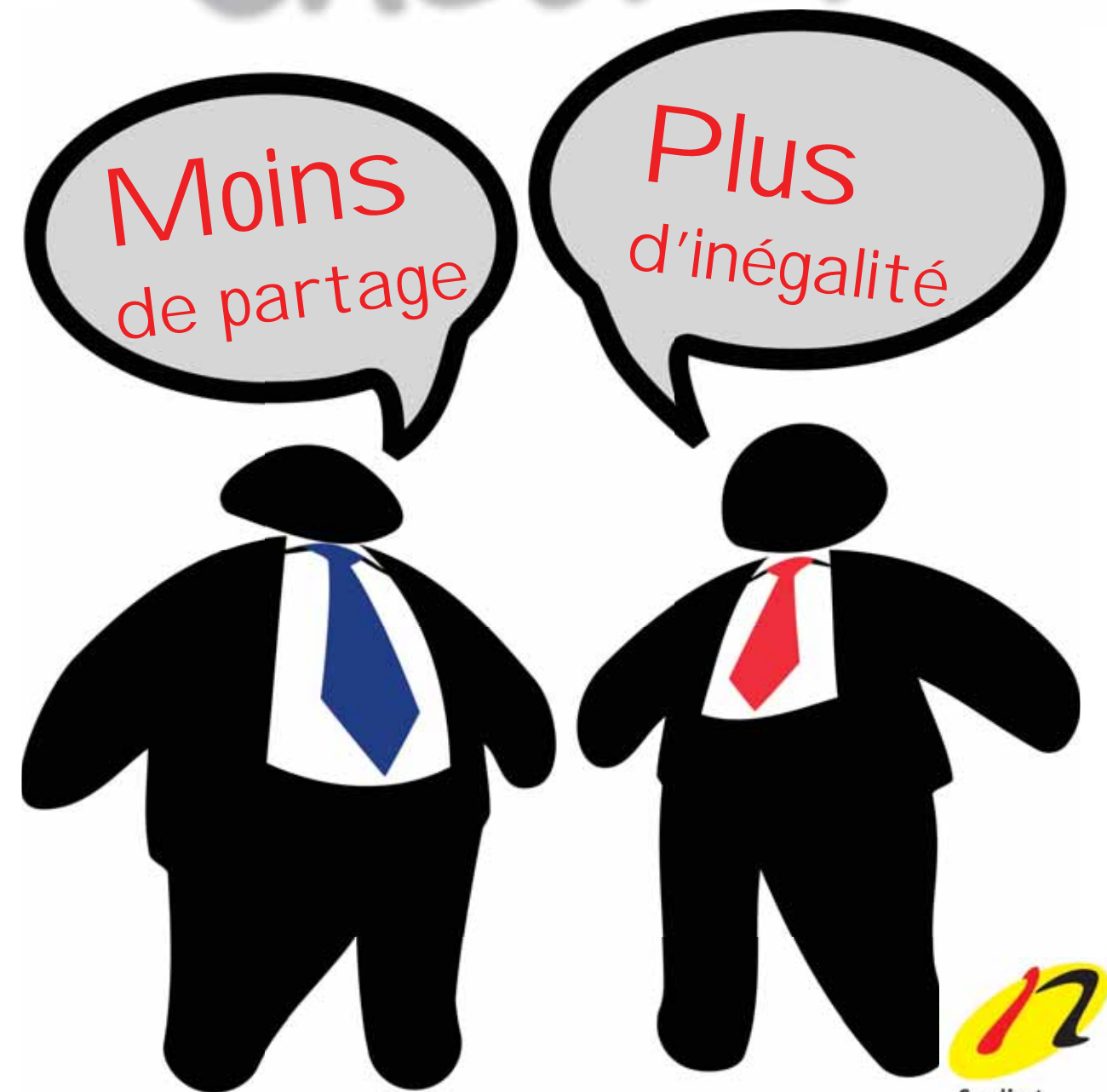


Les revoilà encore!



TROIS PRIORITÉS

- PREMIÈREMENT, nous voulons qu'ils s'engagent à poursuivre le financement - au niveau actuel avec une clause d'indexation.
- DEUXIÈMEMENT, nous voulons qu'ils placent des restrictions sur les finalités de cet argent! L'argent pour les soins de santé et les services publics devraient aller aux soins de santé, aux services publics et à l'éducation.
- TROISIÈMEMENT, nous devons nous assurer de la viabilité de la poursuite du financement, des soins de santé et des services publics pour l'avenir. Le gouvernement fédéral doit cesser les cadeaux des réductions d'impôt pour les riches, cesser les réductions d'impôt aux entreprises et augmenter les impôts pour le 1 % représentant les personnes qui gagnent les plus hauts salaires.

Pour assurer de la réalisation de tout cela, nous devons les surveiller, examiner soigneusement leurs efforts!

Nous devons également leur dire ce que nous voulons! Souvent — À haute voix!

REJOIGNEZ-NOUS

Rejoignez-nous pour nous permettre de nous assurer qu'ils tiennent la promesse

Pour plus d'informations :

<http://alltogethernow.nupge.ca/>

<http://www.facebook.com/ATNcampaign>

Pour agir :

<http://alltogethernow.nupge.ca/equality-pledge>

<http://alltogethernow.nupge.ca/write-letter>



**syndicat
national**

Syndicat National Des Employées et Employés Généraux et du Secteur Public

- Association des employés des secteurs public et privé de Terre-Neuve et Labrador
- Syndicat du secteur public de l'Île-du-Prince-Édouard
- Syndicat de la fonction publique et des employés généraux de la Nouvelle-Écosse
- Syndicat des employé(e)s des secteurs public et privé du Nouveau-Brunswick
- Syndicat des employés et employées de la fonction publique de l'Ontario
- Syndicat canadien des travailleurs de brasseries et employés généraux
- Syndicat des employés de la fonction publique et des employés généraux du Manitoba
- Syndicat de la fonction publique et des employés généraux de la Saskatchewan
- Association des sciences de la santé de l'Alberta
- Syndicat de la fonction publique et des employés généraux de la Colombie-Britannique
- Association des sciences de la santé de la Colombie-Britannique

15, PROMENADE AURIGA
NEPEAN (ONTARIO)
CANADA / K2E 1B7

[613] 228-9800
Télec [613] 228-9801

www.nupge.ca
 national@nupge.ca

Le Syndicat national des employées et employés généraux et du secteur public est un filial du Congrès du travail du Canada et un membre de l'Internationale des Services publics.

Négociations notre chemin dans les problèmes

Stephen Harper veut négocier pour se débarrasser de plus en plus de ce qui fait de nous des Canadiens.

Le laisserons-nous faire?

C'EST LA MANIÈRE DONT NOUS PARTAGEONS notre richesse qui fait marcher le Canada.

Nous le faisons de toutes les manières qui nous permettent de respecter la promesse que nous nous sommes faite de créer une nation où l'égalité est primordiale. Que vous viviez dans une région qui fleurit, ou dans une province qui se débat, la promesse du Canada est que vous aurez un accès égal aux soins de santé et aux services sociaux et publics.

Deux accords

Le Transfert canadien en matière à la santé (TCS) et le Transfert social canadien (TSC) sont deux des voies officielles où nous nous efforçons de réaliser l'égalité.

Le TCS et le TSC sont des transferts de fonds fédéraux aux provinces pour soutenir les soins de santé, l'enseignement post-secondaire, l'aide sociale et les services sociaux, et le développement de la petite enfance et l'éducation.

En 2010-2011, le TCS s'élève à plus de 25,4 milliards de dollars et le TSC, à 11 milliards de dollars.

Ces programmes de transfert fédéral nous aident à garder la promesse que nous nous sommes faite — l'égalité, indépendamment de l'endroit où vous vivez.

C'est également une question de solidarité — prendre soin de nos voisins dans ce grand pays. Il s'agit de vouloir le meilleur pour tous les Canadiens.

Pour les travailleurs dans ces secteurs, les paiements de transfert représentent une importante somme d'argent servant à améliorer les conditions de travail et d'aider les familles et les communautés qu'elles servent.

Promesse rompue

En 2014, l'Accord avec le gouvernement fédéral concernant la santé et relatif au financement du Transfert canadien en matière à la santé (TCS) et, par extension, le Transfert social canadien (TSC), est en hausse de renégociation.

Malheureusement, beaucoup de nos politiciens et chefs d'entreprise ne veulent pas confirmer la promesse. Ils veulent couper ces transferts, couper ces

services — découper le cœur même de notre nation.

On nous dit qu'il n'y a pas d'autre choix. Alors qu'ils favorisent les corporations et les super-riches avec des réductions d'impôt incessantes. Ils nous disent que nous avons à accepter des réductions de services — donc des cadres d'entreprise puissent payer moins d'impôts.

Ils nous disent que les travailleurs doivent accepter des gels de salaires — ou des réductions de salaires — pour que les 5 % qui touchent les plus hauts revenus puissent recevoir de plus grandes primes.

Et oublier ces programmes que veulent les Canadiens — l'éducation de la petite enfance, soins à domicile ou d'assurance-médicaments.

Mais ce sont tous les choix — décisions qui doivent être prises par les gouvernements d'une manière démocratique, et non pas politiques dictées par les salles de conseil d'entreprise ou leurs « laboratoires de pensée ».

Le pire de tout — cela ne marche pas.

Nous avons eu des décennies de réduction d'impôts, des allègements fiscaux, la déréglementation, la privatisation ... et tout cela a amené notre nation au bord de la catastrophe.

Les coupures de ces transferts signifient plus de temps d'attente, nombres de dossiers plus importants dans les services sociaux, les frais de scolarité plus élevés et de mau-

vais services publics de manière générale.

Pour les travailleurs, les coupures dans les transferts signifie des mises à pied et des périodes de travail prolongées, et de plus grandes difficultés à répondre aux besoins du public qu'ils servent.

Les forcer à tenir la promesse

L'Accord 2004 sur la santé a été créé pour réparer les dommages à notre système de santé public par les coupures des années 1990. L'Accord sur la santé promettait 10 ans de financement accru, avec une « clause

d'indexation » intégrée de 6 % d'augmentation chaque année pour cibler des problèmes particuliers. Et, dans une grande mesure, cela a aidé.

Comme ces programmes de transfert doivent être renégociés, le gouvernement Harper indique qu'il veut réduire ces transferts, pendant qu'il accorde à ses riches amis, entreprises et particuliers, plus de réductions d'impôt.

Nous devons travailler ensemble pour les forcer à passer les gens avant les réductions d'impôts et excessive des bénéfices des entreprises.

Nous devons investir plus d'argent pour garder ce bijou précieux des Canadiens — Soins de santé — forte.

